

# A Mayotte, des associations au chevet d'une jeunesse en danger

Mamoudzou (Mayotte)  
De notre envoyé spécial

La pente est abrupte et les fortes pluies ont rendu la terre ocre glissante. Des vieux pneus de scooter, encastrés dans le sol, servent de marches pour avancer entre des *banga*, des cabanes précaires édifiées sur les collines au-dessus de Cavani, un des quartiers de Mamoudzou. Chifaou Ayoubu progresse précautionneusement dans ce bidonville. Elle est chef du pôle enfance de l'association Tama – en shimoré, la langue mahoraise, ce mot signifie « espoir » – une structure en pointe de l'action sociale dans le département le plus pauvre et le plus jeune de France.

Suivie de Claire, une assistante sociale, la jeune femme va rendre visite à une famille qui a recueilli trois enfants dont la mère, une Comorienne d'Anjouan, a été reconduite dans son pays après l'interception d'un *kwassa kwassa*, une embarcation de fortune. « Selon les textes, ils sont "isolés", parce qu'ils n'ont pas de tuteur légal, explique-t-elle. En fait, comme souvent à Mayotte, ils ne sont pas seuls. Des adultes s'occupent d'eux, au moins un certain temps. La solidarité de proximité fonctionne. Nous sommes là pour les accompagner, pour éviter, par exemple, des cas de maltraitance. »

Un des enfants dort paisiblement dans une case au sol en terre battue. Ses deux aînés sont en classe. Moir abou, leur oncle, se tient debout dans cette pièce unique coupée en deux, sans eau courante ni électricité. Il a lui-même six enfants, nés à Ma-

Sur une île où la majorité de la population a moins de 18 ans, des structures comme Tama, les Apprentis d'Auteuil ou le Secours catholique soutiennent les plus exposés: mineurs isolés, jeunes en situation irrégulière ou qui n'ont pas accès à l'école.

otte, et fait partie de ces milliers d'étrangers sans papiers qui survivent dans la peur de l'expulsion. Il subvient aux besoins de cette famille élargie en « bricolant » et grâce à des aides. Le téléphone sert de lien avec la maman et ses trois autres enfants installés à Anjouan. « C'est très dur, mais il faut assumer », dit-il. C'est mieux ici que là-bas. »

Tama suit actuellement 180 de ces mineurs isolés, qui seraient au nombre de 3 000 à Mayotte. « Mais le problème, ici, va au-delà de ces mineurs isolés, commente Philippe Duret, le directeur général de l'association. Le problème, c'est toute cette jeunesse, d'origine étrangère ou pas, qui grandit dans la précarité et dans des conditions éducatives très aléatoires. Avec 100 000 jeunes sur un territoire comme ça, avec une société traditionnelle qui se désagrège, cela crée des chats sauvages et génère toute une délinquance de survie. »

Pour tenter d'offrir des solu-

tions, d'autres associations interviennent alors que les institutions départementales, normalement compétentes en la matière, ont longtemps été à la traîne pour la protection de l'enfance. Dans cet autre bidonville, Hidaya chemine en terrain connu. Éducatrice pour les Apprentis d'Auteuil, elle parti-

## repères

Le département le plus jeune de France

Plus de la moitié des 226 000 habitants de Mayotte ont moins de 18 ans. Ce département très jeune est aussi très pauvre: un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, moins d'un adulte sur trois occupe un emploi et sept personnes sur dix n'ont pas de diplôme qualifiant.

Environ 40 % de la population

À Mayotte, Les Apprentis d'Auteuil organisent régulièrement des ateliers de lecture ou d'écriture pour les jeunes. Constant Formé-Bécherat



cipe à des maraudeurs pour aller à la rencontre de jeunes. « Les mineurs vraiment isolés sont très rares, indique-t-elle. Quand ils sont seuls, c'est qu'ils ont été chassés, à la suite de conflits avec les adultes. Souvent, ils se regroupent ensuite avec d'autres jeunes. »

La travailleuse sociale croise alors Ayam, un garçon de 15 ans, vêtu d'un short et d'un tee-shirt noir. Cet adolescent vit, lui aussi, sans sa « vraie » maman et habite chez sa tante, Arafati. En tout, cette Comorienne élève cinq en-

fants, dont un seul est le sien. Malgré la boue, son *banga* est impeccable. Le sol a été recouvert d'un lino, un câble amène l'électricité pour la télé et le frigo. Hidaya essaie de la convaincre d'entreprendre des démarches pour obtenir la « DAP », la délégation de l'autorité parentale, qui pourrait permettre l'inscription de son neveu dans le système scolaire.

Pour aider des 11-16 ans comme Ayam à se préparer à être scolarisés, les Apprentis d'Auteuil ont créé un service d'accueil de

jour, dont bénéficient une centaine de garçons et de filles. Trois salles de classe ont été aménagées dans cette maison, où les élèves peuvent aussi bénéficier d'une douche, d'une collation et participer à des activités éducatives. « On pourrait en ouvrir une deuxième tellement la liste d'attente est longue », souligne Isabelle Stefanuto, la chef de ce service.

L'institution catholique a également ouvert un internat et un lycée d'enseignement adapté, baptisé « Espérance ». C'est le seul établissement privé sous contrat de l'île. La majorité des 192 élèves, qui sont en « difficulté cognitive », se trouvent en situation irrégulière. « Certains se lèvent à quatre heures du matin pour venir », raconte Antoine Duhaut, directeur d'Apprentis d'Auteuil Mayotte. On n'a aucun problème avec eux. Ils écoutent et ont un rapport à l'autorité qui est surprenant. Bien sûr, on n'est pas naïfs. Pour eux, être scolarisés permet d'avoir des justificatifs pour rester sur le territoire. Mais ils ont vraiment envie de s'en sortir. »

Des jeunes qui veulent s'en sortir, on peut aussi en croiser au centre Nyamba, où le Secours catholique vise un autre public en

« Nous pensons que la principale richesse de Mayotte est sa jeunesse. »

difficulté: des 16-25 ans en situation irrégulière, qui ne peuvent pas être scolarisés. Là aussi, il y a plus de candidats à l'inscription que d'élus. Des bénévoles donnent des cours de français, de mathématiques et d'anglais à 120 d'entre eux. Des activités parascolaires sont aussi proposées.

Ce jour-là, des parents d'élèves sont réunis. La plupart sont musulmans, comme 95 % de la population de l'île. « Nous pensons que la principale richesse de Mayotte est sa jeunesse et nous sommes là pour aider vos enfants, pas pour les amener à l'église, leur explique Benoît Gizar d, le responsable de la délégation. Mais notre objectif est aussi de faire passer des valeurs de fraternité et de combattre les préjugés entre communautés. »

Ces préjugés, Bounou, 18 ans, les connaît. « Les Mahorais nous détestent et nous insultent, raconte-t-il.

## essentiel

Épicerie solidaire

Quand « l'Hirondelle » fait le printemps, au Creusot

L'Hirondelle, une épicerie solidaire, a ouvert ses portes au début de l'année, au Creusot (Saône-et-Loire). Sur 300 m<sup>2</sup>, elle propose déjà des produits frais, prochainement des produits d'entretien et d'hygiène. Destinée premièrement aux personnes en difficulté, elle remplace le colis qui leur était donné chaque mois par le centre communal d'action sociale (CCAS). Désormais, les bénéficiaires peuvent y faire leurs courses, comme tout le monde, mais à moindre prix. L'objectif de l'association Solid'R Coop (une vingtaine de bénévoles) est de redonner ainsi dignité et liberté de choix aux bénéficiaires, lesquels n'auront à payer que 20 % des prix affichés. En revanche, pour les prochains « acheteurs solidaires », le prix sera le montant étiqueté. L'épicerie leur sera aussi bientôt ouverte, afin d'encourager la mixité du public. D'ores et déjà, 200 familles du Creusot ont accès à l'Hirondelle.

Banque alimentaire

La solidarité en barquettes à Verdun

Une fois le service de restauration scolaire terminé, quelle alternative à la poubelle pour les plats préparés? Depuis mi-janvier, à Verdun (Meuse), la Banque alimentaire s'est saisie du problème. Deux fois par semaine, le personnel des cantines du collège Maurice-Barrès et des lycées Marguerite et Alain-Fournier met en barquettes les plats qui n'ont pas été servis, ainsi que les portions de crudités et de desserts (bien entendu, pas ce qui a transité par les plateaux). Une centaine de barquettes sont ainsi récupérées par la Banque alimentaire chaque semaine, transportées dans des conteneurs frigorifiques, et aussitôt redistribuées. Le mercredi, l'association Saint-Vincent-de-Paul en fait profiter des habitants du quartier des Flanchettes, à Verdun. Le vendredi, c'est le centre communal d'action sociale de Therville-sur-Meuse qui s'en charge, auprès de ses bénéficiaires.

L'initiative est partie d'un appel de la préfecture de la Meuse, suite à un lancement similaire, l'an dernier, à Bar-le-Duc. Les conteneurs frigorifiques ont été financés par l'État. Le dispositif pourrait être prochainement étendu à d'autres établissements.

Élise Descamps (à Metz)

**78%** des Français considèrent que l'intérêt général est « insuffisamment pris en compte dans la société actuelle » et 58 % souhaitent « être davantage impliqués » dans des actions de solidarité et d'aide, selon un sondage de l'Observatoire de l'intérêt général pour Libération-Viavoice-Klesia. Une majorité des 2 000 personnes interrogées pense que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels (57 % contre 36 %).

Annecy (Haute-Savoie) — Une semaine pour le développement durable

Une Semaine du développement durable est organisée par la mairie d'Annecy, du 1<sup>er</sup> au 8 avril. Le groupe local Colibris participe à quelques activités, tout au long de la semaine: présentation de Fermaculture, une association pour une ferme urbaine à Annecy; conférence sur le thème: « Quel avenir alimentaire souhaitons-nous construire? ». Toutes les informations sont sur le site de la ville: [www.annecy.fr](http://www.annecy.fr)

Le site — Tout s'y troque

MyTroc est un site de prêt et d'échange de biens et des services. Réseau social, ou communauté, tout peut y être échangé ou troqué, de la garde du chat à une paire de bottes, d'un covoiturage au prêt d'une tondeuse, d'un cours d'anglais à une place de concert... Site: [mytroc.fr](http://mytroc.fr)

sur la-croix.com: Le portrait de Nadham, bénévole au Secours catholique à Mayotte

étaient scolarisés à la rentrée 2015, quasiment exclusivement dans le public. 5 000 enfants ne seraient pas scolarisés.



est de nationalité étrangère, essentiellement des Comoriens. Cette proportion est probablement plus importante, si on tient compte des dizaines de milliers de personnes en situation irrégulière qui ne sont pas recensées. Près de quatre étrangers sur dix sont des mineurs nés à Mayotte qui pourront acquérir la nationalité française à leur majorité.

Conséquence d'une natalité importante et d'une forte immigration, les effectifs scolaires ont augmenté de 489 de 2003 à 2014 et 95 000 élèves